

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 21/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SHL**

26 rue Gay Lussac  
59147 Gondecourt

Références : 2024\_10\_28\_Gondecourt\_CI\_Air  
Code AIOT : 0007000877

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2024 dans l'établissement SHL implanté 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre de la campagne de contrôles inopinés air mandatée par la DREAL et réalisé par Dekra.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SHL
- 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt
- Code AIOT : 0007000877
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société des Huiles Lemahieu a démarré en 1974 sur le site de Gondecourt des activités de traitement et conditionnement d'huiles de graissage et produits annexes, et traitement d'huiles usagées. En 2000, le site est repris sous le nom SHL par le groupe Flamme. SHL est aujourd'hui filiale à 100% d'ARF, l'un des trois pôles du groupe spécialisé dans la collecte et le traitement des déchets industriels. Le site de Gondecourt traite les mélanges eau-hydrocarbures ainsi que les effluents faiblement chargés en hydrocarbures (80% de l'activité), et procède au réaffinage des huiles usagées. La société SHL est également collecteur agréé d'huiles usagées noires. En 2022, le site réceptionne environ 2000 tonnes de déchets par mois. Le site fonctionne du lundi au vendredi, de 5h à 22h et exceptionnellement le samedi de 8h à 18h (dans la limite de 10 samedis par an). L'effectif permanent de l'établissement est de 6 personnes (1 responsable de production, 1 laborantin, 4 opérateurs).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un panneau de signalétique au niveau des cuves "C" est cassé. Cette remarque avait déjà été faite lors d'une précédente visite. L'exploitant fait réparer ce panneau et maintien la signalétique de son site en bon état.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
6	Rejets atmosphériques et odeurs	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 3.1.1 et 3.1.5	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques du conduit n°2	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4	Sans objet
2	Suites de la visite d'inspection du 06/02/24	Autre du 19/03/2024	Sans objet
3	Suites de la visite d'inspection du 06/02/24	Autre du 19/03/2024	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 18/03/2016, article 3.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets atmosphériques sont conformes aux VLE le jour de l'inspection. Une recherche doit être menée sur les causes des odeurs présentes à divers endroits du site.

L'exploitant procède aux vérifications périodiques relatives à la foudre et aux installations électriques, il doit cependant procéder à la levée des observations mentionnées dans les différents rapports associés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets atmosphériques du conduit n°2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet de COV
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2016 sont modifiées comme suit à compter du 17 août 2022.</p> <p>Les effluents gazeux au conduit n°2 respectent, pour le paramètre COVT, les valeurs limites d'émission (VLE) et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <p>Concentration moyenne → 45 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Flux → 9 g/h</p> <p>Fréquence de surveillance → semestrielle</p> <p>Les VLE sont définies dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène. La période d'établissement de la moyenne est la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport du contrôle inopiné air réalisé par Dekra est référencé E4199959/2401R001 et daté du 28/10/24. Ce rapport présente des résultats conformes aux VLE.</p> <p>La concentration moyenne en COVt mesurée est de 5 mg/m<sup>3</sup> et la concentration moyenne en COVnm est de 4.9 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>Il est cependant à noter la présence d'odeurs caractéristiques à divers endroits du site (cf. point de contrôle "rejets atmosphériques et odeurs")</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Suites de la visite d'inspection du 06/02/24

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 19/03/2024
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incident camion
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est rappelé à l'exploitant l'article R.512-69 du code de l'environnement, selon lequel tout incident ou accident doit être déclaré dans les meilleurs délais. L'exploitant transmet sous 15 jours un rapport expliquant les causes et conséquences de l'incident et les actions prévues ou mises en place afin d'éviter qu'un tel événement ne survienne à nouveau.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le jour de l'inspection une "fiche d'amélioration continue" relative à l'incident ayant entraîné la collision d'un rack de câbles électriques par un camion se déplaçant avec la citerne levée. Elle précise que l'exploitant a fait intervenir une société extérieure pour mise en sécurité dans l'attente du retour d'expertise et de la réparation définitive. Aucune autre mesure n'est prévue par l'exploitant au travers de cette fiche incident.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant précise les mesures qu'il a mis ou qu'il envisage de mettre en place pour éviter que cet incident ne se reproduise.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Suites de la visite d'inspection du 06/02/24**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 19/03/2024
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant justifie l'absence de retour à la conformité suite au changement de la charge de traitement en novembre 2023.  Il précise également le devenir de l'oxydateur thermique qui est à considérer comme un équipement abandonné.
<b>Constats :</b>  Concernant l'absence de retour à la normale suite au changement de la charge de traitement, l'exploitant le justifie par l'absence de purge de la garde hydraulique amont. Le mode opératoire modifié intègre donc désormais la purge de cet élément à l'occasion du remplacement de la charge de charbon actif. Pour l'oxydateur, l'exploitant indique n'avoir pas pris de décision quant à son élimination ou sa réutilisation. Cependant, il apparaît que l'oxydateur est inutilisé depuis de nombreuses années.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté 3 rapports de l'APAVE : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport de vérification des installations électriques dans un établissement recevant du public (N° de rapport : 2282715-002-1) daté du 01/07/2024. Il ne mentionne aucune observation ;</li> <li>• Rapport de vérification des installations électriques au titre du code du travail (N° de rapport : 2282715-002-1) daté du 01/07/2024. Ce rapport mentionne 24 observations dont 11 observations récurrentes.</li> <li>• Certificat Q18 (N° de rapport : 2282715-002-1) daté du 01/07/24. Il mentionne 2 observations et conclut à la possibilité d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant lève toutes les observations relevées sous 2 mois et trace les actions mises en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Installations de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2016, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont protégées contre la foudre conformément à la section III de l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum

<p>d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximal d'un mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport de vérification des installations de protection contre la foudre a été présenté. Il s'agit d'un rapport de vérification complète BCM Foudre daté du 01/02/24. Ce rapport précise que les installations sont en bon état de conservation et de fonctionnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Rejets atmosphériques et odeurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 3.1.1 et 3.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses et odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 3.1.1</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, <b>y compris diffuses</b>, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.</p> <p><b>Article 3.1.5</b></p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de <b>gaz odorants</b>, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toutes circonstances l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.</p> <p>L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, des odeurs caractéristiques sont présentes de manière générale au sein du site, et plus fortement à proximité des deux bâtiments ainsi que sous le auvent à proximité du point de traitement des émissions atmosphériques (conduit 2).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède à une caractérisation exhaustive et contrôlable des émissions diffuses de</p>

son site sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois